



**PRÉFET  
DE LA VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
20, rue de la Providence  
86000 Poitiers

Poitiers, le 27 février 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26 février 2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Oregon Tool Civray**

47 rue Norbert Portejoie  
86400 Saint-Pierre-D'exideuil

Référence : 2026 273 UbD16-86 ENV86  
Code AIOT : 0007201688

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26 février 2026 dans l'établissement Oregon Tool Civray implanté 47 rue Norbert Portejoie 86400 Saint-Pierre-d'Exideuil. L'inspection a été annoncée le 21/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Oregon Tool Civray
- 47 rue Norbert Portejoie 86400 Saint-Pierre-d'Exideuil
- Code AIOT : 0007201688
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Un premier site de production a été créé par M. Alphonse Portejoie en 1886 avant d'être géré en 1929 par MM. Brunet, Portejoie et Lavaux. La société PBL SA, rachetée en 1992, s'est spécialisée dans la fabrication, l'usinage, le montage et l'assemblage de pièces pour matériels agricoles (production « FRAG ») et des lames de tondeuses (production « FLAG »). En 2011, le groupe Blount International, spécialisé dans la fabrication dans la production de chaînes de tronçonneuse, a racheté PBL afin de

se diversifier dans le monde agricole. En juillet 2014, PBL change de dénomination sociale et devient Blount Civray, seule entité de production du groupe en Europe.

La part de la production « FLAG » représente environ 60 % de la production totale.

La trempe (dans un bain d'huile ou de polymères), après une chauffe à 900 °C, constitue le principal process sur site. Les activités d'usinage et de soudage (robot) sont peu présentes sur site. 6 000 t sont transformées chaque année.

La société Blount Civray, devenue Oregon Tool Civray en 2022, bénéficie d'une autorisation d'exploiter depuis le 21 juillet 2014 suite à une mise en demeure portant sur la régularisation administrative du site au regard des évolutions constatées lors d'une précédente visite d'inspection. Le bénéfice de l'antériorité lui a été accordé, au titre de la rubrique 4718, par arrêté préfectoral complémentaire daté du 2 juin 2015.

La société emploie 150 personnes parmi lesquelles une centaine d'agents de production qui travaillent en équipes 3 x 8, 259 jours par an. Le site accueille également un bureau d'études et l'équipe commerciale.

La clientèle est principalement européenne mais le marché américain se développe. Le chiffre d'affaires est d'environ de 20 millions d'euros.

Le site est certifié ISO 9001 depuis début 2020.

La présente inspection s'inscrit dans le cadre de l'opération régionale relative aux produits chimiques.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- stockage produits chimiques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité ( FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20-I	Demande d'action corrective	15 jours
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.12-II	Demande d'action corrective	15 jours
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
7	TAR : Analyse méthodique des risques (AMR)	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7.I.1.a	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
6	TAR : Points de rejet	AP Complémentaire du 18/01/2026, article 2
8	TAR : Carnet de suivi	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7.IV.2.

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les actions correctives suivantes sont demandées :

- rendre accessibles aux salariés les dispositions des FDS des produits qu'ils manipulent ;
- associer des rétentions à tous les produits dangereux, avec analyse des compatibilités ;
- associer un plan à l'état des stocks ;
- réaliser la révision de l'AMR.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité ( FDS)

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 31 ; <i>Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</i>  Article 35 : <i>Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</i>
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose de l'ensemble des FDS sur son réseau informatique. Les salariés dédiés à la production n'ont cependant pas accès à ces fiches alors qu'ils utilisent des produits sur les lignes de production. L'exploitant a pour objectif, au cours de l'année 2026, de disposer sur chacun des postes de production des notes synthétisant les principales mentions des FDS des produits utilisés sur le poste concerné. Ces synthèses, en cours de finalisation, ont été présentées lors de l'inspection.  Les FDS consultées sont postérieures à l'année 2020.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant déploie les synthèses des FDS sur les postes de production.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

## N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</i>
<b>Constats :</b>  Le respect des dispositions portées dans les FDS des 2 produits suivants est contrôlé : <ul style="list-style-type: none"><li>- spray graisse silicone (stocké dans le local maintenance) ;</li><li>- lubrifiant pour formage / pliage des métaux (stocké dans le cabanon au sud du site).</li></ul> Les dispositions sont mises en oeuvre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>Art 20 - I Le stockage et la manipulation de substances ou mélanges dangereux sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.</i>  <i>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</i> <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li><li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li></ul> <i>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</i> <ul style="list-style-type: none"><li>- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Trois lieux de stockage ont été contrôlés : <ul style="list-style-type: none"><li>- local "production" ;</li><li>- local "maintenance" ;</li><li>- cabanons "déchets" et "produits neufs", au sud du site.</li></ul>

<p>Les quantités de produits chimiques dans les deux premiers locaux sont très limitées. Cependant, il est constaté dans le local "production" une quinzaine de bidons de 5 l (représentant 4 produits différents), posés sur étagère, sans rétentions associées.</p> <p>Un des produits est concerné par les mentions de danger suivantes :  H290 Peut être corrosif pour les métaux  H302 Nocif en cas d'ingestion  H332 Nocif par inhalation  H311 Toxique par contact cutané  H314 Provoque de graves brûlures de la peau et de graves lésions des yeux.  H317 Peut provoquer une allergie cutanée  H410 Très toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme.</p> <p>L'inspection des installations classées (IIC) n'a pas retrouvé dans les FDS transmises avant l'inspection les trois autres produits.</p> <p>En outre, il est constaté la présence d'un GRV (contenant de l'huile de trempe) dans l'atelier de production, sans rétention associée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit :  - associer une rétention à chacun des produits dangereux, en s'assurant de la compatibilité entre les produits en cas de rétention commune ;  - s'assurer qu'il dispose de toutes les FDS des produits stockés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

#### N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.12-II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme indiqué au point de contrôle précédent, des produits sont stockés dans le local "production" sans rétention mais également sans analyse préalable de la compatibilité entre produits.</p> <p>Un des cabanons au sud du site est dédié au stockage des produits / déchets en attente d'enlèvement. Ce local est sur rétention dans sa totalité. La grille d'incompatibilités est affichée à</p>

<p>l'entrée. Certains produits sont en outre stockés sur des bacs de rétention métalliques.</p> <p>Cependant, des produits sont stockés à même le sol et bénéficient donc de la seule rétention commune du local. Un de ces produits est identifié comme irritant et corrosif. Un autre de ces produits est dangereux pour l'environnement. La grille d'incompatibilités précise que ces produits ne peuvent être stockés ensemble que si certaines dispositions sont appliquées, après analyse des risques. L'exploitant admet ne pas avoir procédé à une analyse des compatibilités des produits stockés.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit procéder à une analyse de compatibilité de ses stocks et les réaménager en conséquence.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

#### N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 3.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus, ainsi que leur lieu de stockage. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant ne peut éditer un état des stocks à l'instant t mais dispose d'un état des quantités maximales stockées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le plan des stockages est à transmettre à l'IIC.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

#### N° 6 : TAR : Points de rejet

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/01/2026, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, TAR</p>

**Prescription contrôlée :**

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1	N°2	N°3 (4 points de rejet pour les tours aéroréfrigérantes)
Nature des effluents	Eaux domestiques	Eaux pluviales	Eaux industrielles (uniquement eaux des tours aéroréfrigérantes)
Débit maximal journalier (m³/j)	6		170
Exutoire du rejet	Réseau d'eaux usées communal	Bassin de décantation de 1 200 m³	Bassin de décantation de 1 200 m³
Traitement avant rejet		Dégrilleur puis séparateur hydrocarbures	Dispositif physico-chimique puis analyses
Milieu récepteur naturel ou station de traitement collective	Station d'épuration communale de Civray	Milieu naturel (fossé puis vers « La Charente »).	Milieu naturel (fossé puis vers « La Charente »).

**Constats :**

Par courriel du 23 décembre 2025, l'exploitant a transmis à l'IIC une demande de modification des conditions d'exploitation de son site de Saint-Pierre d'Exideuil, afin de raccorder les rejets d'eaux usées des tours aéroréfrigérantes à son système interne de récupération des eaux pluviales.

Le jour de l'inspection, l'exploitant indique que les travaux devraient être réalisés au cours du 1er semestre.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : TAR : Analyse méthodique des risques (AMR)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7.1.1.a

**Thème(s) :** Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation

**Prescription contrôlée :**

*Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.*

[...]

*En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.*

[...]

**Constats :**



<p>Suite à la précédente inspection du 21 novembre 2023, une AMR a été produite le 30 janvier 2024. L'exploitant présente un devis signé pour la révision de cette AMR (Bureau Véritas). L'échéance pour sa réalisation est fixée à avril.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit procéder à la révision de l'AMR en respectant la périodicité de 2 ans.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 8 : TAR : Carnet de suivi**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I &gt; 3.7.IV.2.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi de l'installation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;</li> <li>- les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;</li> <li>- les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;</li> <li>- les périodes d'arrêts complet ou partiels ;</li> <li>- le tableau des dérives constatées pour la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ;</li> <li>- les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;</li> <li>- les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curatives (dates / nature des opérations / identification des intervenants / nature et concentration des produits de traitement / conditions de mise en œuvre) ;</li> <li>- les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ;</li> <li>- les modifications apportées aux installations.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a mis en place un carnet de suivi, présenté lors de l'inspection, tel que demandé lors de la précédente inspection.</p> <p>Les autres observations formulées lors de cette même inspection (apposition d'une plaque permettant de limiter les expositions - TAR 1 / condamnation d'une fenêtre - TAR 2 / affichage des consignes - toutes TAR) sont également levées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>